

Macro Dev

Macroéconomie
et développement

DECEMBRE 2024 | N° 59

Namibie –
Les découvertes
pétrolières
annoncent-elles
une économie
plus inclusive ?

Auteur
Vincent Joguet

Namibie – Les découvertes pétrolières annoncent-elles une économie plus inclusive ?

Vincent Joguet – joguetv@afd.fr

Date de fin de rédaction : 22/11/2024

Résumé : La Namibie, petite économie d'Afrique australe ouverte sur l'extérieur, a d'importants défis à relever, liés à la taille de son territoire (34^e au niveau mondial, 14^e sur le continent) et à sa très faible densité (2^e plus basse dans le monde). Capitalisant sur ses ressources minières, notamment les diamants et l'uranium, sur ses ressources naturelles (écotourisme) et sur sa stabilité politique, le pays a atteint un revenu par habitant supérieur à celui de nombreux autres pays africains. La richesse créée est cependant très mal partagée. Deuxième pays au monde en termes d'inégalités malgré une large part de son budget consacré aux dépenses sociales, la Namibie n'arrive pas à venir à bout d'une pauvreté endémique alimentée par un chômage important.

Son modèle de croissance économique est ainsi relativement peu diversifié et peu inclusif. Le secteur public joue un rôle dominant et freine l'émergence du secteur privé, contrariant ainsi la création d'emplois dans des industries à forte valeur ajoutée. L'ouverture internationale de cette petite économie l'expose aux crises mondiales et sa spécialisation dans l'exportation de produits extractifs la rend dépendante des cours des matières premières. La fin du super-cycle de ces dernières a plongé l'économie dans la récession en 2017 et 2019, obligeant le pays à se serrer la ceinture, et la crise Covid-19 a enfoncé le clou entraînant une contraction sévère du PIB réel de 8,1 % en 2020.

La situation macroéconomique s'est améliorée après la pandémie, avec un rebond soutenu par la croissance des secteurs miniers dont les cours se sont redressés, les diamants dans un premier temps puis l'uranium et l'or, et par le retour des touristes internationaux. Cela a profité aux comptes publics : en 2023/24, la Namibie a dégagé un solde primaire positif pour la première fois en dix ans. Malgré cela, le taux d'endettement public reste élevé et son reflux dans les années à venir devrait être lent en raison d'importants besoins de financement public. Le profil de cette dette reste cependant peu risqué : elle est majoritairement domestique et la dette publique externe est principalement bilatérale et libellée pour près de la moitié en rand, ce qui modère le risque de change en raison de la parité fixe entre le dollar namibien et le rand sud-africain.

Le pays est à l'aube d'un changement majeur qui devrait complètement transformer son économie. Les récentes découvertes de vastes réserves pétrolières pourraient en effet propulser le pays parmi les premiers producteurs africains. Le pays anticipe cette manne en mettant en place un fonds souverain, inspiré du modèle norvégien, visant à investir ces recettes dans le long terme, en protégeant l'économie des fluctuations mondiales des matières premières et en contribuant à une meilleure répartition des richesses. Dès aujourd'hui, ces découvertes bouleversent sa balance des paiements par les flux massifs d'investissements directs étrangers et les importations de biens et services liés à cette activité. Reste que cette orientation renforcerait la vulnérabilité du pays à la transition bas carbone en maintenant l'économie dans son schéma extractif.

Une autre piste prometteuse pour l'économie namibienne réside dans la transition énergétique. Le pays possède un fort potentiel dans les énergies renouvelables, en particulier l'hydrogène vert, en raison de ses vastes ressources en énergie solaire et éolienne. Des projets soutenus par l'Union européenne et des entreprises privées émergent depuis quelques années, mais leurs retombées pour l'emploi local et la valeur ajoutée pourraient rester limitées, le marché visé étant principalement l'exportation vers les grandes économies mondiales.

Thématique : **Macroéconomie**

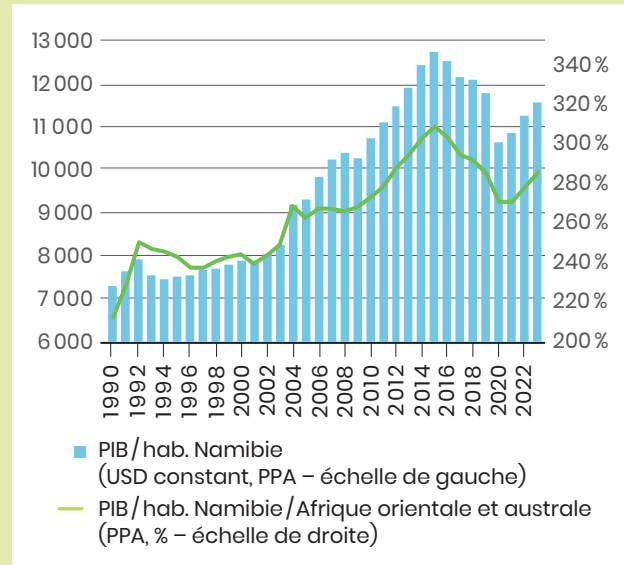
Géographie : **Namibie**

1. La prospérité économique namibienne masque de profondes disparités sociales

La Namibie figure parmi la poignée de pays d’Afrique subsaharienne qui se sont élevés au rang des pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure. Entre 2002 et 2015, le pays profite du super-cycle des matières premières avec un taux de croissance moyen de 4,6% par an. Pour lutter contre la crise financière internationale de 2008-2009, le gouvernement met en place une politique de relance afin de stimuler l’activité, notamment dans la construction, qui représentera jusqu’à 6% du PIB en 2015. Le rebond est significatif dès 2010 et la croissance du PIB, portée par un environnement monétaire favorable et un essor du crédit, flirte avec les 6% pendant 5 ans, un niveau bien supérieur à la croissance sud-africaine moitié moins performante.

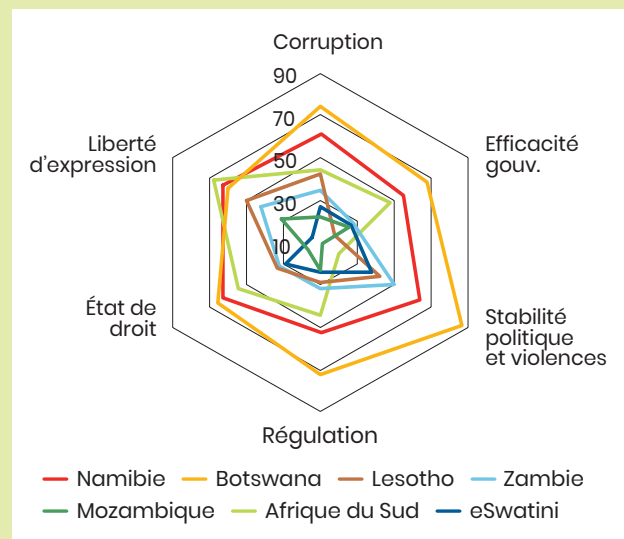
À l’instar de son voisin botswanais, **la stabilité politique est l’un des principaux facteurs ayant permis sur le long terme cette progression de la création de richesse par habitant.** Depuis 1990, le SWAPO (*South West Africa People’s Organisation*, Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), parti historique de la lutte pour l’indépendance du pays, a maintenu une position hégémonique dans la politique namibienne. Les quatre présidents élus qui se sont succédé sont issus de ses rangs. En outre, le parti a remporté toutes les élections législatives et, pendant plusieurs législatures, a détenu la majorité des deux tiers à l’Assemblée nationale. Malgré un essoufflement au fil des décennies, le parti a, durant ces 34 années au pouvoir, consolidé la démocratie namibienne et permis à ce jeune pays d’Afrique australe de se hisser au rang des pays du continent bénéficiant d’une démocratie stable, sans jamais subir de coup d’État ou de remise en cause violente du pouvoir.

Graphique 1 : La Namibie possède l’un des PIB par tête les plus élevés de la région



Source : Banque mondiale

Graphique 2 : La performance des indicateurs de gouvernance positionne le pays parmi les meilleurs du continent



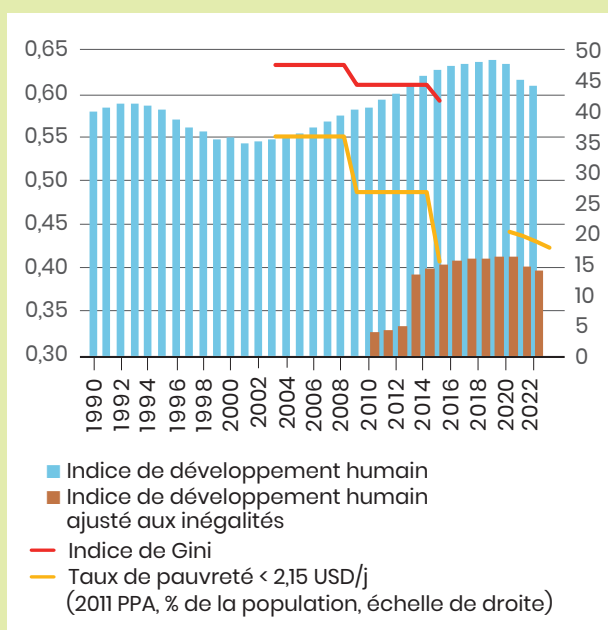
Source : Banque mondiale

Les organisations internationales d'observation de la vie politique qualifient le régime namibien de libre^[1], de polyarchie^[2] (soit le rang le plus élevé que puisse atteindre une démocratie), ou encore de démocratie électorale +^[3], au 5^e rang d'Afrique subsaharienne. Elles louent la robustesse des mesures de protection des droits politiques et des libertés civiles, en particulier la tenue d'élections libres^[4], le pluralisme politique et le respect des libertés d'expression, de la presse, de religion, ainsi qu'un système judiciaire indépendant. En corollaire, les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale placent la Namibie parmi les pays les plus performants du continent.

Mais le niveau élevé de richesse par habitant masque une faiblesse des indicateurs sociaux qui correspondent davantage à ceux de pays à revenu intermédiaires de la tranche inférieure (PRITI) voire à ceux de pays à faible revenu. Ainsi, **le niveau de pauvreté extrême reste élevé.** La dernière statistique officielle remonte à 2015 : alors que le pays enregistrait son plus haut niveau de revenu par habitant, près de 16 % de la population vivait encore avec moins de 2,15 USD par jour, l'équivalent de la moyenne des PRITI. **Selon la Banque mondiale, la situation s'est dégradée** dans les années qui ont suivi. Ce taux serait de 18 % en 2023 à mettre en regard du taux de pauvreté correspondant au seuil de 6,85 USD défini pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) pour lequel la Namibie atteindrait 60 % en 2023, soit 3 points de plus qu'en 2015 (alors que la moyenne pour cette catégorie est de 25 %).

La pauvreté est la face émergée du niveau d'inégalités qui prévaut dans le pays. Les revenus sont très mal répartis dans la population : selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les 10 % les plus riches du pays possèdent près de 50 % des richesses créées et les 40 % les plus pauvres ne s'en partagent que 9 % ce qui positionne la Namibie comme le 2^e pays le plus inégalitaire au monde derrière l'Afrique du Sud. **Près de 35 ans après l'indépendance, le régime d'apartheid, importé en Namibie par le colonisateur sud-africain, continue de laisser des traces dans la société.**

Graphique 3 : Les inégalités ne permettent pas aux Namibiens de sortir de la pauvreté absolue



Sources : Banque mondiale, PNUD

[1] Freedom House, <https://freedomhouse.org/country/tanzania/freedom-world/2024>

[2] Université d'Harvard, <https://dataverse.harvard.edu/dataset.xhtml?persistentId=doi:10.7910/DVN/WPKNIT>

[3] Pour le V-Dem Institute de l'Université de Göteborg (Suède), qui classe les différentes variétés de régimes démocratiques, le niveau le plus abouti de démocratie est la démocratie libérale suivie de la démocratie électorale répartie en + et -.

[4] Le déroulement des élections générales de décembre 2024, qui ont vu la candidate du parti au pouvoir l'emporter avec 57 % des voix, a été perturbé par des problèmes logistiques conduisant à une prolongation du scrutin de plusieurs jours et à une contestation du résultat par le principal parti d'opposition.

Ces mauvaises performances sociales transparaissent dans l'indice de développement humain. À la 142^e place, la Namibie est un pays à développement humain moyen, comme ses voisins plus pauvres que sont l'Angola ou la Zambie et bien en dessous de ses autres voisins sud-africains et botswanais. **Le principal facteur qui pèse sur cet indice composite est l'espérance de vie à la naissance**, bien plus basse que celle de ses pairs, en raison du virus du sida, dont la prévalence atteignait toujours 11% en 2022 et demeurait la principale cause de mortalité.

En dépit d'**autres facteurs de développement humain assez bien orientés, récompense des efforts effectués par le gouvernement en matière de dépenses sociales** (la moitié du budget de l'État est dépensé dans l'éducation et la santé), un système à deux vitesses s'est développé avec une offre privée très qualitative destinée à une élite et une offre publique de moindre qualité qui s'adresse à la majorité de la population et qui, compte tenu de l'étendue du territoire namibien, reste d'un accès difficile.

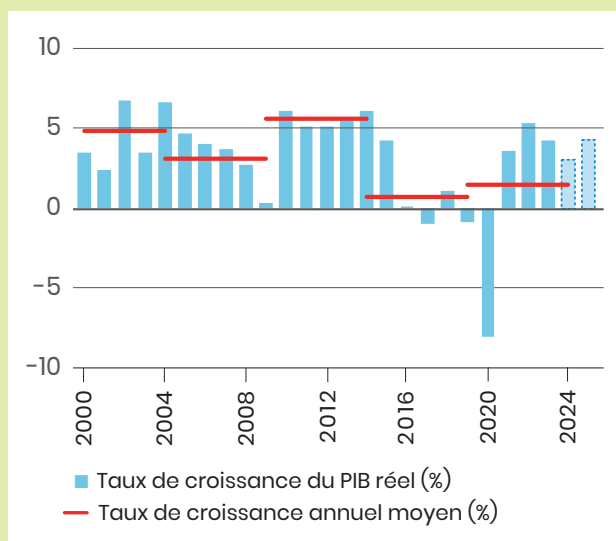
2. Après des années de marasme, la situation macroéconomique repart sur une bonne dynamique

L'incidence du retournement des termes de l'échange s'est fait sentir dans l'économie namibienne à partir de 2015. Elle a décéléré et le pays a connu deux ans de récession en 2017 (-1 %) et 2019 (-0,8 %) entrecoupées d'années atones avec une croissance ne dépassant pas 1%.

Malgré les efforts du gouvernement pour maintenir un cadre macroéconomique stable et attractif pour les investissements étrangers, des déséquilibres sont apparus. **La politique expansionniste de 2010-2015 s'est traduite par des déficits budgétaires successifs et une augmentation de la dette publique.** Face à ces défis, le gouvernement a dû rationaliser ses dépenses d'investissements, ce qui a affecté notamment le secteur de la construction et contribué au ralentissement de l'activité. **En 2020, l'épidémie de Covid-19 est donc venue percuter une économie très affaiblie :** la récession a été sévère, atteignant -8,1% soit 4 fois plus que la moyenne subsaharienne.

Enfin, le modèle de croissance namibien, très capitalistique, n'offre pas suffisamment d'opportunités d'emplois. **Depuis l'indépendance, le taux de chômage est stable, mais élevé, oscillant entre 19% et 23% de la population active. L'omniprésence du secteur public dans l'économie est aussi un frein à l'émergence des emplois dans le secteur privé embryonnaire.** Le montant des salaires de la fonction publique, qui a augmenté au fil des ans, a eu un effet d'éviction pour la création d'emplois dans le secteur privé en détournant les ressources humaines et les talents tout en exacerbant l'inadéquation des compétences. La bonification des salaires dans la fonction publique n'est pas une spécificité namibienne, mais son montant est bien supérieur à ce qui est constaté dans les pays à revenu similaire. Cette situation, à laquelle s'ajoute la lourdeur réglementaire contrainant l'esprit d'entreprise et explique en partie la faible représentation du secteur privé dans l'économie, le peu de création d'emplois et le fort taux de chômage.

Graphique 4 : La Namibie renoue avec une croissance robuste depuis 2021



Source : FMI

Depuis 2021, l'économie namibienne a retrouvé de la vigueur avec une croissance moyenne de 4,4 % (vs -0,3 % entre 2017 et 2019). **Cette croissance du PIB est restée essentiellement minière**, la production étant portée par les cours élevés des diamants en 2021-2022 stimulés par le regain de la demande aux États-Unis^[5], puis par celle de l'or et de l'uranium et également par une augmentation sans précédent des activités d'exploration pétrolière et gazière. En 2023, le PIB non minier a pâti des mauvaises performances de l'agriculture du fait d'une importante sécheresse liée au phénomène El Niño, et du coût encore élevé des importations qui pèsent sur la construction et l'industrie manufacturière. En revanche, il s'agit de la première année complète sans restriction de déplacement, ce qui a permis un retour progressif des touristes internationaux dont les recettes ont contribué à la croissance.

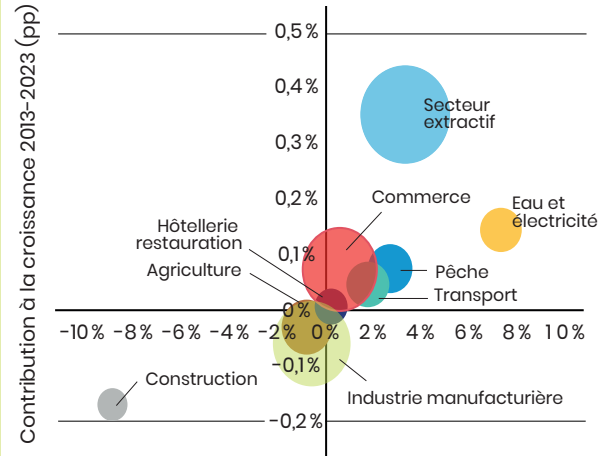
Malgré un léger ralentissement attendu sur 2024 (3,1% vs 4,2% en 2023) du fait d'une demande internationale plus faible et d'une croissance plus lente dans les secteurs primaire et secondaire (sécheresse, effet de base moins profitable pour les activités minières), la croissance devrait rester solide à court-moyen terme : augmentation de la production d'uranium avec la mise en service de mines qui étaient à l'arrêt, redémarrage de l'agriculture et de la construction qui se fait déjà sentir en 2024. Beaucoup de projets d'infrastructures publiques sont en effet en cours ou programmés (routes, forages, transports...). La Banque centrale prévoit ainsi une croissance supérieure à 4 % pour 2025 et 2026.

Corollaire d'une croissance dynamique, les comptes publics se sont améliorés depuis 2022. Le déficit total a atteint 3,2 % du PIB sur l'année fiscale ^[6] 2023-2024 et, pour la première fois depuis 10 ans, le gouvernement a dégagé un solde primaire positif estimé à 1,9 % du PIB. Pour l'exercice 2024-2025, le gouvernement prévoit de maintenir le déficit à 3,2 % du PIB, avec une stabilisation autour de 3 % à moyen

[5] En 2023, le marché du diamant s'est toutefois retourné : la surproduction et le fléchissement de la demande ont eu raison des prix des diamants taillés qui se sont effondrés. En outre, les diamants bruts les plus populaires souffrent de la concurrence des pierres de synthèse beaucoup moins chères qui inondent le marché.

[6] L'année fiscale namibienne commence en avril et s'achève en mars.

Graphique 5 : Le secteur extractif reste le principal moteur de la croissance



Taux de croissance annuel moyen 2021-2023

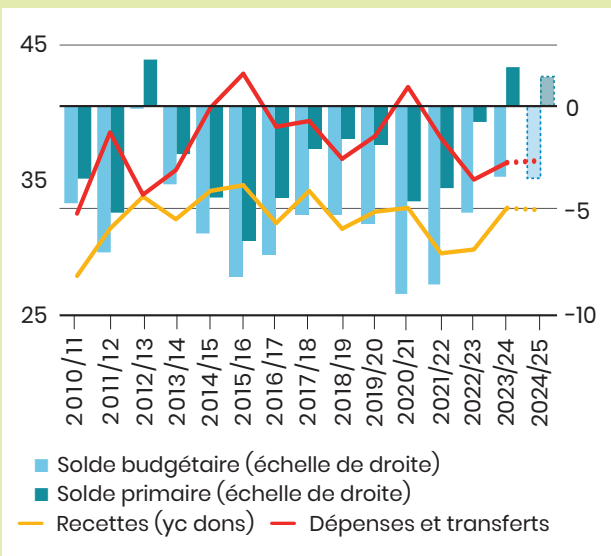
Note : le diamètre des bulles représente le poids moyen du secteur dans le PIB

Sources : CNUCED, NSA

terme qui repose sur une croissance des recettes publiques, notamment celles de la *Southern African Customs Union* (SACU, Union douanière d'Afrique australe)^[7]. Toutefois, la masse salariale et le paiement des intérêts resteront conséquents et absorberont à eux seuls 60 % des recettes, consommant une partie des gains liés à la croissance. Le gouvernement a également annoncé des allègements fiscaux et une hausse des investissements dans les infrastructures. En cette année électorale, le gouvernement pourrait aussi utiliser le levier budgétaire à des fins électoralistes. **À moyen terme, le gouvernement anticipe une augmentation du déficit total à 3,9% du PIB en 2025-2026** et une contraction de l'excédent primaire à 0,4 % du PIB en raison d'une décroissance des revenus SACU de 19 %, avant une amélioration de ces deux soldes lors de l'exercice suivant (-3 % du PIB et 1,3 % du PIB).

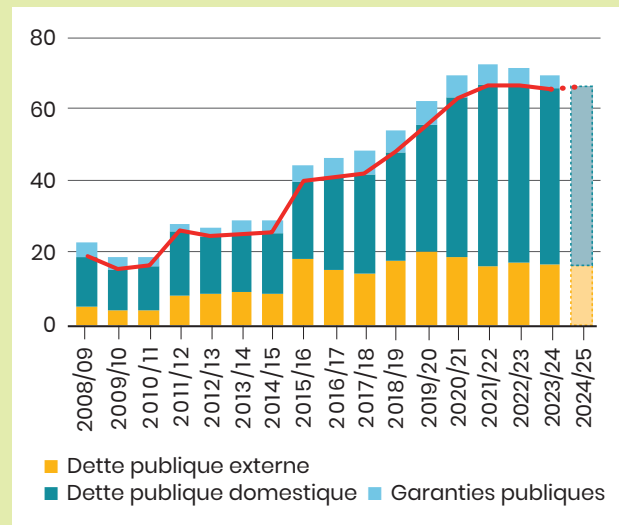
[7] La particularité de la structure des recettes publiques namibiennes réside dans l'importante part que représentent les recettes issues de la SACU. Celles-ci peuvent atteindre jusqu'à un tiers des revenus publics totaux du pays. Or la prévisibilité de ces recettes est compliquée par la volatilité des montants, qui dépendent largement des performances du marché sud-africain, et par le décalage temporel engendré par le mécanisme de répartition.

Graphique 6 : Un solde primaire positif qui devrait le rester



Sources : FMI, ministère des Finances

Graphique 7 : Malgré la baisse du déficit depuis 2022, le taux d'endettement stagne à un niveau élevé



Sources : FMI, Bank of Namibia, calculs AFD

Alors que la Namibie avait un taux d'endettement public contenu jusqu'en 2014-2015 (26 % du PIB), la succession des déficits publics et la dépréciation du dollar namibien face au dollar américain (entraîné par la parité fixe avec le rand qui se déprécie face au dollar entre 2014 et 2016) l'ont propulsé à 56 % du PIB en 2019-2020. Les dépenses publiques liées à la crise du Covid-19 ont exacerbé cette tendance et la dette publique stagne à un niveau élevé de 66,8 % du PIB en moyenne depuis l'année fiscale 2021-2022. L'objectif du gouvernement est aujourd'hui de la faire redescendre à moins de 50 % du PIB à moyen terme quand le FMI table plutôt sur une stagnation au niveau actuel jusqu'en 2028-2029.

Depuis 2020, la Namibie enregistre d'importants besoins de financement public (23 % du PIB en moyenne) engendrés par les déficits publics primaires jusqu'en 2022-2023 et par l'augmentation significative du service de la dette liée à la hausse des taux d'intérêt. La dette à court terme domestique a été multipliée par 3 depuis 2016 pour atteindre un stock de 17% du PIB depuis 2021-2022 qui doit être remboursé dans l'année.

La structure de la dette publique présente certaines caractéristiques notables avec une prédominance de la dette domestique qui représentait les trois quarts de la dette publique totale à la fin du dernier exercice budgétaire. Les trois quarts de la dette externe émanent de créanciers officiels. Cette dette externe est libellée en rand à 43%, ce qui limite le risque de change en raison de la parité fixe qui lie le dollar namibien à cette monnaie. La maturité résiduelle est de 6 ans et le gouvernement cherche à l'étendre davantage.

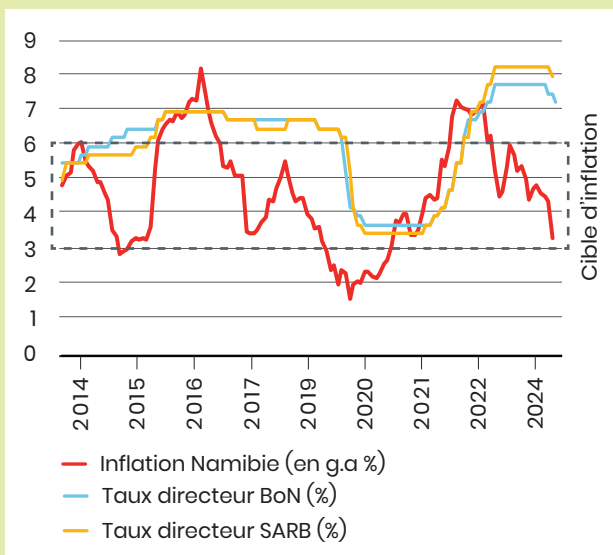
Dans sa dernière analyse de viabilité de la dette de décembre 2023, le FMI indique que les tensions sur le risque souverain sont modérées en raison notamment de l'existence d'un marché local et régional profond, intéressé par des titres à longue maturité. Les risques de liquidité à moyen terme sont cependant élevés, principalement en raison des besoins de financement publics persistants avec un pic en 2025 (28,4% du PIB), coïncidant avec le remboursement en octobre du dernier eurobond émis en 2015 (750 MUSD). Les autorités abordent ce remboursement avec anticipation et pragmatisme. Elles ont déjà commencé à épargner sur un fonds d'amortissement afin de rembourser 500 MUSD. Pour le solde, elles se laissent jusqu'à février 2025 pour

envisager la meilleure stratégie de refinancement afin de faire rouler ce montant en fonction du coût des sources de financement disponibles à cette date.

Le FMI reste prudent quant aux perspectives de croissance en raison des risques qui pourraient peser sur la conjoncture économique namibienne à moyen terme. La croissance sud-africaine, morose, pourrait affecter la Namibie compte tenu de la relation étroite entre les deux économies. En outre, la consommation domestique, principal moteur de la croissance depuis 2021, y contribue de moins en moins en raison du coût des crédits. La Banque centrale a cependant pris les devants en août et octobre 2024 en baissant ses taux directeurs à deux reprises. Cette décision de soutien à la croissance est motivée par le retour de l'inflation dans la fourchette cible de 3 % à 6 % depuis fin 2023 et par la baisse des taux directeurs sud-africains.

Malgré la baisse des taux, la croissance du crédit bancaire continue à être très faible fin 2024, à la fois côté ménages et côté entreprises, bien en dessous de sa tendance de long terme, l'activité de prêts des banques en Namibie étant historiquement soutenue. La part de l'investissement local dans le PIB a cependant été divisée par plus de 3 entre 2015 et 2022 et n'atteignait plus que 10 % du PIB en 2022. Cela n'affecte en rien la croissance économique qui est largement stimulée par la formation brute de capital fixe (FBCF) en 2023 : la faiblesse de l'investissement local est en effet compensée depuis l'an dernier par la très forte augmentation des investissements directs étrangers (IDE) liés aux explorations d'hydrocarbures. Enfin, côté secteur externe, le déficit de la balance commerciale s'aggrave, en raison de l'augmentation du déficit de la balance des services, ce qui pèse de plus en plus sur la croissance à travers une contribution négative du commerce extérieur net au PIB en volume.

Graphique 8 : L'inflation de retour dans la cible, la BoN baisse ses taux



Sources : Banques centrales, calculs AFD

3. Pétrole, hydrogène : vers une possible transformation radicale de l'économie namibienne

Après des décennies d'échec, les campagnes de forage menées en 2021-2022 par Shell et TotalEnergies dans le bassin de l'Orange au large de la côte dans le sud du pays ont révélé des ressources gigantesques de pétrole léger. Jusqu'aux découvertes récentes de la compagnie portugaise Galp en avril 2024, qui les estiment à 10 milliards de barils, et en attendant celles de Chevron et ExxonMobil, les découvertes des majors française et britannique atteindraient 11 milliards de barils et 62 milliards de mètres cubes de gaz naturel, ce qui pourrait propulser la Namibie parmi les 20 premiers producteurs de pétrole du monde. TotalEnergies a dépensé en 2023 la moitié de son budget mondial d'exploration en Namibie et devrait y consacrer 30 % cette année avant d'annoncer sa décision finale d'investissement en 2025 pour une production qui démarrerait en 2029-2030. Sur la base des découvertes existantes, la capacité de production maximale namibienne serait de 700 000 barils par jour d'ici la prochaine décennie, ce qui positionnerait la Namibie au 5^e ou 6^e rang des pays producteurs africains. La mise en production des deux champs prometteurs de Shell et TotalEnergies pourrait doubler le PIB du pays.

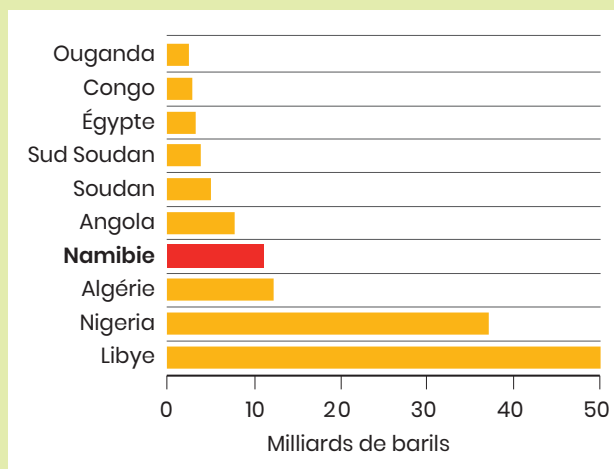
Reste que l'accès à la ressource est compliqué et la viabilité économique encore à prouver.

En effet, les champs sont situés à environ 300 km des côtes, à 3 km de profondeur puis à 3 km sous terre. Le potentiel est cependant tel que les majors se bousculent pour acquérir des licences d'exploration dans ce bassin inexploité qui a l'avantage, comparativement aux champs gaziers mozambicains ou pétroliers du golfe de Guinée, d'être située dans une zone pacifiée, sans risque pour les investissements.

En attendant, la Namibie se prépare en copiant les bonnes pratiques des pays qui ont su se préserver de la malédiction des matières premières

(voire du « *resource curse* »^[8]) qui touchent nombre de pays africains producteurs de pétrole (Guinée équatoriale, Nigeria, Congo, Angola, Gabon...) avec notamment des phénomènes tels que la captation de la rente, la déstabilisation de l'activité économique en raison de la volatilité des cours, ou encore l'appréciation de la monnaie. Peu après l'annonce des découvertes, la Namibie a ainsi créé le fonds souverain Welwitschia en 2022. S'inspirant du fonds pétrolier norvégien, il est destiné à gérer les revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles du pays (future production pétrolière, mais aussi diamants, uranium...), tout en prémunissant l'économie des instabilités des marchés internationaux. Il permettra de mieux répartir les bénéfices engendrés à long terme par ces revenus entre les diverses couches de la population. Tout comme pour son modèle norvégien, la gestion du fonds namibien est déléguée à la Banque centrale. Un montant total de 300 millions de dollars namibiens (NAD), soit 18 millions EUR composé de capitaux d'amorçage du gouvernement a été injecté dans le fonds à sa création. À l'avenir, son financement sera assuré par les redevances perçues sur la vente des ressources naturelles et par la contribution d'entreprises publiques ciblées. Il s'agit à la fois d'un fonds d'épargne intergénérationnel et d'une caisse de stabilisation.

Graphique 9 : Les réserves estimées de pétrole de la Namibie pourraient classer le pays au 4^e rang africain



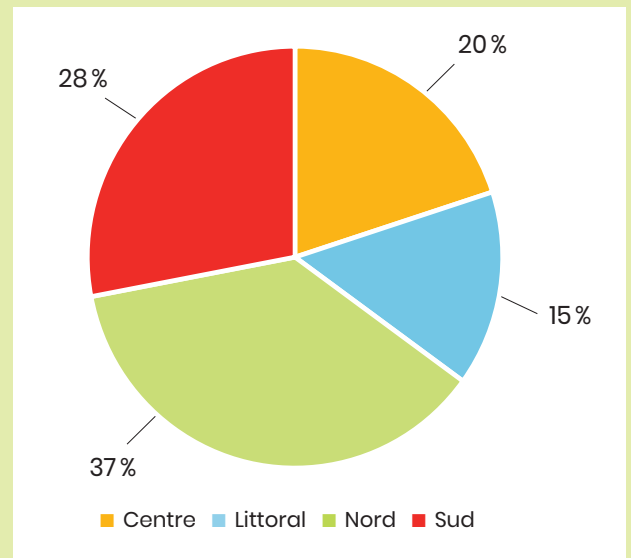
Sources : Global Firepower, calculs AFD

[8] Malédiction des matières premières avant même leur exploitation.

L'autre piste de diversification de l'économie, fortement médiatisée, repose sur l'avantage comparatif de la Namibie en termes de capacité de production d'énergie solaire et éolienne permettant une production d'hydrogène vert. La Namibie pourrait ainsi théoriquement produire une partie de l'hydrogène vert le plus compétitif au niveau mondial. Elle intéresse particulièrement l'Union européenne et certains pays membres, dont l'Allemagne, qui engagent des fonds importants pour faire émerger des projets. Plusieurs débouchés sont envisagés : ammoniac décarboné, engrais vert, stockage d'énergie, mobilité, acier décarboné. Le gouvernement a lancé la *Southern Corridor Development Initiative* (SCDI, Initiative de développement du corridor Sud), une zone économique spéciale de 26 000 km² qui regroupera des centres industriels pour produire les composants de la chaîne de valeur : énergies renouvelables, électrolyseurs, usines de dessalement, infrastructure de stockage et de transport. Des projets pilotes ont démarré dans le corridor, financés par les fonds européens et privés. Les bailleurs européens auraient déjà engagé 1,5 Md USD de prêts pour développer l'hydrogène vert en Namibie. CMB, la compagnie maritime belge, prévoit d'investir 3,5 Mds USD dans un complexe de production d'hydrogène et d'ammoniac décarboné au cours des 5 prochaines années.

La technologie est cependant récente, très intensive en capital (le pays estime qu'il aura besoin de 190 Mds USD d'investissements d'ici 2040, soit l'équivalent d'un PIB annuel pendant 15 ans) et devrait mettre plusieurs années à émerger. Intéressante sur le plan environnemental, cette diversification devrait cependant peu profiter directement à l'économie namibienne ni à l'emploi local, les projets envisagés étant en effet principalement tournés vers l'exportation pour les marchés européen, chinois, japonais ou coréen.

Graphique 10 : Tourisme : les lits vendus en 2023 sont répartis dans tout le pays

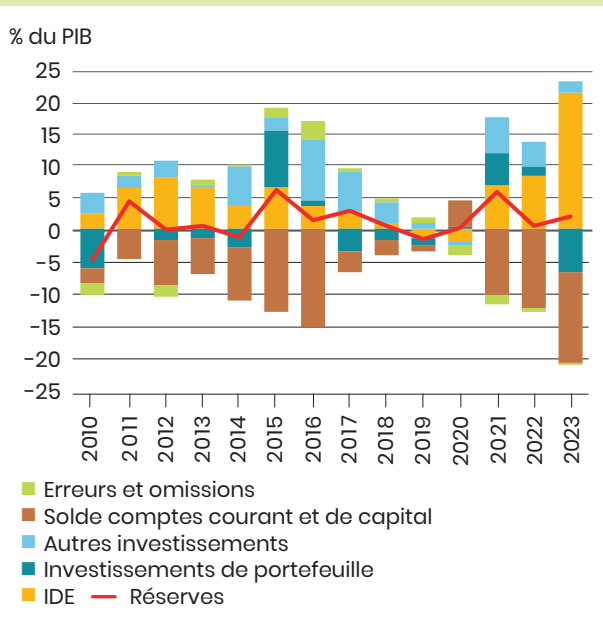


Sources : HAN/Oxford Economics Africa

Enfin, dans le tertiaire, **le développement du tourisme, pour lequel le pays possède de vrais atouts, permettrait de réduire la dépendance du pays à l'égard de l'exploitation minière et surtout de proposer aux Namibiens des emplois répartis sur le territoire.** En 2019, le secteur a ainsi fourni 2,5 fois plus d'emplois que celui des mines et les zones d'intérêt touristiques, bien que prépondérantes dans le nord du pays, sont distribuées dans tout le pays. Une stratégie ambitieuse de promotion de la destination, à l'instar de la stratégie tanzanienne post-Covid, en portant les efforts de marketing sur les qualités du pays en tant que destination de choix pour le *glamping*^[9] et l'écotourisme lié à la faune sauvage, permettrait d'augmenter les arrivées.

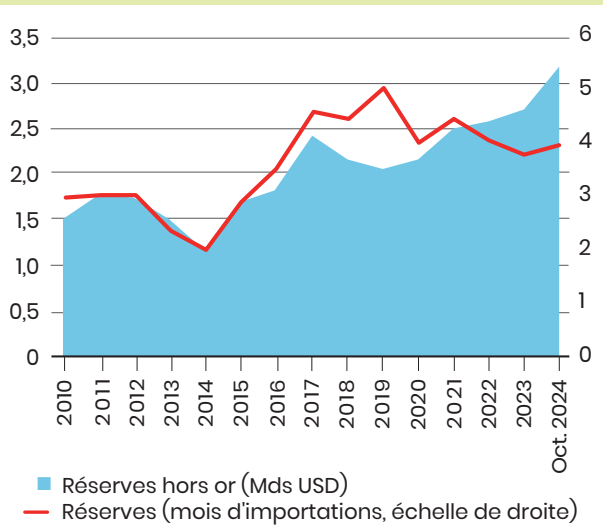
[9] Le *glamping* est la contraction de glamour et camping. Il s'agit d'une nouvelle tendance de tourisme de plein air qui allie luxe, nature, confort et respect de l'environnement.

Graphique 11 : Les découvertes pétrolières bouleversent la balance des paiements de la petite économie namibienne



Sources : FMI, calculs AFD

Graphique 12 : Les IDE viennent renforcer les indispensables réserves en devises



Sources : FMI, calculs AFD

Pour l'heure, ces projets catalysent les IDE.

Ces derniers, qui avaient largement contribué à la croissance entre 2000 et 2015, ont eu tendance à fuir le pays à partir de 2016. Depuis 2021, ils sont revenus en force et atteignent 21,1 % du PIB en 2023, un record d'Afrique. Les deux tiers sont liés aux activités de prospection pétrolière et gazière ou sont des prêts intragroupes dans le secteur minier. **Les rentrées massives de capitaux et les importations de biens et services qui y sont liés pèsent sur le compte courant de la Namibie**, dont la petite économie reste vulnérable aux chocs externes. Le déficit du compte courant s'est dégradé chaque année et a atteint 14,8 % en 2023, en grande partie à cause du déficit de la balance des services : 7,7% du PIB en 2023, un niveau inédit depuis 30 ans, dû aux importations liées à l'exploration offshore. En contrepartie, les IDE records ont largement couvert le déficit courant et renforcé les réserves internationales, qui ont augmenté de 11 % en 2023. Les réserves hors or se sont élevées à 3,2 milliards USD en octobre 2024, un peu plus de 4 mois d'importations, un niveau jugé suffisant par le FMI pour maintenir la parité fixe du dollar namibien avec le rand sud-africain.

Malgré les pistes prometteuses, les perspectives de diversification de l'économie namibienne doivent être traitées avec prudence.

Elles garantissent peu d'emplois locaux (à l'exception du tourisme) et intensifient la dépendance aux cours des matières premières, y compris pour l'hydrogène, et l'exposition aux chocs externes. En outre, **l'exploitation des hydrocarbures renforcera le risque de transition bas carbone déjà exacerbé.** Le pays est en effet vulnérable à la transition énergétique du fait de l'importance du secteur extractif dans son économie. Cette vulnérabilité n'est pas liée aux salaires et aux emplois, l'industrie minière étant peu intensive en main-d'œuvre, ni aux recettes publiques émanant des secteurs identifiés en déclin dans le cadre de la transition mondiale, qui restent inférieures à 15 % des recettes totales, mais à la part des réserves en devises accumulées par ces secteurs (24%). Néanmoins, la présence dans le pays d'importants gisements de métaux et de terres rares liées à la transition et le potentiel en hydrogène vert qui aiguise les appétits des pays occidentaux pourraient contrebalancer ces vulnérabilités.

En juin 2023, le gouvernement namibien a interdit l'exportation de minerais de lithium concasés non transformés et d'autres minéraux critiques (cobalt, manganèse, graphite et terres rares) afin de **tirer davantage profit de la forte demande mondiale pour ces matériaux en augmentant leur valeur ajoutée par de la transformation locale**. Les réserves de lithium sont estimées à 230 000 tonnes et le pays possède 27 minéraux de terres rares, y compris le dysprosium et le terbium, nécessaires pour les bat-

teries des voitures électriques et les éoliennes. Les sous-sols de la Namibie et l'Afrique du Sud contiennent les deux plus grandes quantités de gisements de minéraux rares en Afrique, selon l'*US Geological Survey*. En 2022 et en 2023, la Namibie a signé des accords commerciaux avec l'Union européenne et le Japon pour l'exploration et le développement de terres rares, de lithium et d'autres minéraux de la transition.

Références bibliographiques :

- Agrodep (2016), *An Analysis of the Fishing Industry in Namibia: The Structure, Performance, Challenges, and Prospects for Growth and Diversification*, janvier 2016
- Bank of Namibia (2024), *Annual Report 2023*
- Bank of Namibia and Namibia Financial Institutions Supervisory Authority (2024), *Namibia Financial Stability Report*, avril 2024
- Banque mondiale (2021), *Climate Risk Country Profile*
- Banque mondiale (2024), *Macro Poverty Outlook*, avril 2024
- CARIAA (2016), *Review of Current and Planned Adaptation Action in Namibia*
- Chamber of Mines of Namibia (2023), *Annual Report 2023*
- Fonds Monétaire international (2023), *Article IV Consultation*, décembre 2023
- Selma el Obeid and John Mendelsohn (2022), *SWAPO: The Beginning of the Political Challenge*, Notes de l'Ifri, mai 2022
- Institute for Public Policy Research (2024), *Namibia's National Budget 2024/25: Benefitting From the Fruits of Growth*, mars 2024
- Institute for Public Policy Research (2024), *The human rights impacts of the Fishrot corruption scandal on Namibian fisheries workers*, mars 2024
- Ministry of Environment and Tourism (2010), *National Policy on Climate Change for Namibia*, septembre 2010
- Ministry of Environment and Tourism, *National Climate Change Strategy & Action Plan 2013-2020*
- Ministry of Environment, Forestry and Tourism (2023), *Namibia's Nationally Determined Contribution, 2nd update*
- Ministry of Environment, Forestry and Tourism (2023), *Tourist Statistical Report 2022*
- Ministry of Finance & Public Enterprises (2024), *Fiscal Strategy for the Medium-Term Expenditure Framework 2024/25-2026/27*, février 2024,
- Namibia Financial Institutions Supervisory Authority (2022), *Strategic Plan 2022-27*
- Namibia Statistics Agency (2024), *2023 Population & Housing Census, Preliminary Report*
- National Planning Commission (2017), *Namibia's 5th National Development Plan (NDP5 – 2017/18-2021/22)*
- National Planning Commission (2019), *Namibia National Human Development Report*
- National Planning Commission (2021), *The Impact of Mining Sector to the Namibian Economy: Assessing Socio-economic and Environmental Effects*
- National Planning Commission (2024), *Development Programmes Medium-Term Expenditure Framework 2024/25 – 2026/27*
- Ndapunikwa Investments (2023), *State of Play and Mapping on Affordable Housing Finance in Namibia*, juin 2023
- Office of the President (2004), *Namibia Vision 2030, Policy Framework for Long-Term National Development*
- Office of the President (2021), *Harambee Prosperity Plan II 2021-2025*
- World Health Organization (2016), *State of the Nation's Health*

Liste des graphiques

Graphique 1 : La Namibie possède l'un des PIB par tête les plus élevés de la région

Graphique 2 : La performance des indicateurs de gouvernance positionne le pays parmi les meilleurs du continent

Graphique 3 : Les inégalités ne permettent pas aux Namibiens de sortir de la pauvreté absolue

Graphique 4 : La Namibie renoue avec une croissance robuste depuis 2021

Graphique 5 : Le secteur extractif reste le principal moteur de la croissance

Graphique 6 : Un solde primaire positif qui devrait le rester

Graphique 7 : Malgré la baisse du déficit depuis 2022, le taux d'endettement stagne à un niveau élevé

Graphique 8 : L'inflation de retour dans la cible, la BoN baisse ses taux

Graphique 9 : Les réserves estimées de pétrole de la Namibie pourraient classer le pays au 4^e rang africain

Graphique 10 : Tourisme : les lits vendus en 2023 sont répartis dans tout le pays

Graphique 11 : Les découvertes pétrolières bouleversent la balance des paiements de la petite économie namibienne

Graphique 12 : Les IDE viennent renforcer les indispensables réserves en devises

Liste des acronymes et abréviations

BoN : *Bank of Namibia*
(Banque centrale de Namibie)

CNUCED : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

FMI : Fonds monétaire international

IDE : Investissements directs étrangers

NSA : *Namibia Statistics Agency*
(Agence nationale de statistiques de Namibie)

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

PRITI : Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure

PRITS : Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

SACU : *Southern African Custom Union*
(Union douanière d'Afrique australe)

SARB : *South African Reserve Bank*
(Banque centrale d'Afrique du Sud)

SCDI : *Southern Corridor Development Initiative*
(Initiative de développement du corridor Sud)

SWAPO : *South West Africa People's Organization*
(Organisation du peuple du Sud-Ouest africain)

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1 000 titres et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Pour un monde en commun.

Avvertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation Ferrari

Date de fin de rédaction : 22/11/24

Crédits et autorisations

Licence Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 4^e trimestre 2024

ISSN 2116-4363

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement :
editions.afd.fr